

# GT ministériel

## Éco-responsabilité

14 novembre 2023

Compte-rendu

Solidaires  
Finances  
Publiques

Solidaires  
DOUANES

Solidaires  
CCRF & SCL

Solidaires  
Sud  
INSEE

Sud Centrale  
Solidaires

Solidaires  
I.D.D.

finances  
**Solidaires**



## ENFIN BERCY SE MET AU VERT !

### Déclaration Solidaires Finances

À l'orée de travaux qui vont s'inscrire dans la durée, nous ne pouvons manquer de vous assommer de quelques sentences plus ou moins définitives, qui vous permettront de saisir le fond de nos réflexions sur ce sujet, mais peut-être (et surtout...) de tracer d'emblée quelques pistes pour l'avenir, bout de phrase qui colle assez bien à la thématique.

Tout d'abord, nous faisons pleinement de ce sujet un objet de dialogue social. Il ne s'agit ni d'un gadget, ni d'être dans l'air du temps. Le service public, et donc les organisations syndicales concernées qui en font partie intégrante, a pleinement vocation à s'emparer aujourd'hui et demain de cet enjeu.

Soucieux d'épargner votre humeur, nous allons commencer par énoncer une série de points positifs :

- ✓ le premier est que les documents qui nous sont fournis sont une très bonne déclaration d'intention (oui, effectivement ce début est un peu mi-figue, mi-raisin) ;
- ✓ les mesures évoquées sont le plus souvent non critiquables et sont même marquées du sceau du bon sens ;
- ✓ l'ensemble réussit la gageure de balayer toutes les problématiques ;

(à ce moment, vous rêvez peut-être que cette déclaration introductive se termine ici. Mais vous savez que ce ne sera pas le cas).

Dans la façon d'aborder ce thème, il y a un risque, parfois même un reproche que l'on peut à l'action politique et administrative, bien au-delà des murs de ce ministère. Il consiste à ce qu'une multiplication de documents stratégiques masque, en fait, une certaine inaction.

À titre d'exemple, on se focalise souvent sur les bonnes pratiques. Mais quid de la remise en cause des mauvaises ? La formule est peut-être un peu facile. Mais elle n'en a pas moins une part de réalité.

Dans l'affaire, une des clés est l'appropriation de ces enjeux par tout un chacun, qui amène ses changements (si possible non climatiques !). Mais le moteur le plus puissant demeure des choix de politiques structurelles. Et ici, nous tenons d'ores et déjà à alerter sur le fait que les choses ne doivent pas reposer avant tout sur une sorte de responsabilité, voire de culpabilisation, individuelle.

À propos d'évolution de fond, il y a également un lien que nous voulons mettre en exergue, à commencer déjà par les travaux qui vont démarrer mercredi, s'agissant de l'environnement de travail. Nous avons bien évidemment repéré la phrase « réduire l'empreinte en optimisant les surfaces ». Vous pouvez sûrement en appeler ici à l'esprit de responsabilité environnementale... mais également budgétaire. Toutefois la traduction de l'axe précité en « réduire les surfaces en optimisant le budget » sera forcément une chose dans laquelle nous ne pourrions nous inscrire.

Le télétravail apparaîtra assez vite en filigrane dans l'affaire. Pour en revenir un peu aux propos ci-dessus, cela peut être un abaissement de notre empreinte, en tant que service, mais un accroissement de celle de l'individu. Si c'est un élément à prendre en compte dans nos réflexions, eu égard à la force avec laquelle le télétravail s'est imposé, cela ne peut être l'alpha et l'omega, une sorte d'arme fatale de la réduction de l'empreinte carbone.

Nous voulons également souligner dans nos propos introductifs, les choix de l'État en tendance longue.

Ainsi, le choix de la concentration des services à outrance (et aussi de la restructuration permanente) a été fait. Ceci n'est pas sans lien avec un impact plus fort des déplacements.

Par ailleurs, le regroupement en grand service peut également poser une question de fond. La taille grandissante des bâtiments liée à cette concentration n'est pas un souci... Dans la mesure où ces derniers sont compatibles avec les normes futures. Si ce n'est pas le cas, c'est une toute autre histoire et leur mise à niveau sera un vaste chantier.

Ce simple petit exemple peut montrer que l'État s'est parfois lui-même pris à contre-pied. Et que les dogmes d'hier ne sont peut-être plus d'actualité. Or, le dérèglement climatique semble aller plus vite et plus fort que l'initiative politique. Et c'est le défi que nous avons à relever à Bercy comme ailleurs. Sans vouloir aller beaucoup plus loin, ce que nous tenons à souligner, c'est que si nous ne doutons pas de la volonté et de l'orientation, nous attendons de voir les moyens concrets et les déclinaisons que l'on mettra pour atteindre ces objectifs.

D'autres interventions suivront au fil de l'ordre du jour.

Deux remarques (avec un brin d'agacement) pour finir dont nous n'allons pas faire l'économie :

✓ un des documents fait un panorama de toutes les actions de nos directions liées à ce domaine. Très bien. Cela a le mérite de montrer que l'action de Bercy est extrêmement importante dans ce domaine. En fait, cela renforce notre propre conviction générale. Mais, dans ce cas, pourquoi nos gouvernements nous ont-ils joyeusement tapé dessus pendant des années ?

✓ la formation est utilement citée... mais réservée aux encadrant.es ! Pour les agent.es, ce sera plus tard, et seulement si on peut... C'est un choix étrange pour une thématique dont l'appropriation doit être globale !

**Un premier GT Éco-responsabilité s'est déroulé à Bercy le 14 novembre 2023 afin de mettre en œuvre le plan de transformation écologique de l'État. But affiché : atteindre l'objectif de baisse de 22 % d'émission de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2027.**

Petit problème : le principal document de travail proposé aux représentant.es du personnel était basé sur une circulaire « dont la date de diffusion n'est pas encore connue » ! L'administration a donc présenté les treize grandes mesures regroupées autour de cinq grands objectifs thématiques qui seront peut-être dans la circulaire !

	Thèmes	Principales mesures
1	Mieux se déplacer	Élaboration de plans de mobilité par chaque ministère Télétravail, report modal, verdissement de la flotte Compensation des déplacements
2	Mieux consommer	Intégration de clauses environnementales dans les contrats de marché
3	Mieux se nourrir	Développement de l'offre végétarienne, bio et circuit court (les objectifs de la loi sont «EGALIM» impose 50% d'achats alimentaires de qualité durable dont 20% de bio)
4	Mieux gérer les bâtiments de l'État	Réduire les consommations et émissions des bâtiments grâce à un plan de rénovation
5	Mieux protéger et valoriser nos écosystèmes	Sobriété hydrique

Dans le premier point, **Solidaires Finances** a relevé qu'il avait été maintes fois prouvé que la compensation des déplacements n'était qu'un pis-aller et que l'important c'était de limiter voire de supprimer un certain nombre de déplacements, particulièrement ceux en avion (qui semblent avoir la préférence des personnels des cabinets ministériels !). La même logique doit pré-

Dans le point 2, **Solidaires Finances** a renouvelé son interpellation concernant le télétravail et le fait que cela engendre un report des consommations de flux sur les agent.es ! Facile du coup de se prévaloir d'une réduction de la consommation énergétique dès lors que les consommations sont supportées personnellement par les agent.es !

**Plein de bonnes choses dans le point 3.** À ceci près que le seul achat de produits issus de l'agriculture bio n'est pas la seule réponse pertinente : manger des tomates en décembre fussent-elles bios, n'est pas vraiment pertinent ! La question est

**Solidaires Finances est d'ailleurs revenu sur cette approche en ce qui concerne le point 4 :** les actions à mener ne doivent pas l'être seule-

**La formation envisagée dans le point 5** (formations organisées par l'IGPDE et la DGFIP qui ont pour objectif de former 2 650 cadres A+ d'ici fin 2024 et l'ensemble des agent.es du MEFSIN... pour la fin 2017 !) est l'un des points qui semble à **Solidaires Finances** le plus inabouti. Si on peut comprendre la difficulté à recruter des for-

valoir dans le « verdissement » de la flotte automobile : travailler à limiter les déplacements est une bien meilleure solution pour limiter les émissions ! Avec un rajout : certaines catégories de personnel sont dans l'obligation de se déplacer (douaniers, enquêtrices de l'INSEE...) et, surtout en ce qui concerne les douaniers, la pertinence de l'utilisation de véhicules électriques est en débat !

Quant à la réduction des déchets, l'administration a encore un gros travail à faire : sur la table à ce moment-là des gobelets jetables ! Petit rappel : le meilleur déchet c'est celui qui n'est pas produit ! Logique qui doit également prévaloir dans les achats réalisés par l'administration !

aussi celle de l'approvisionnement en produits locaux et de saison ! Et, comme toujours ou comme souvent, la question doit être envisagée dans l'ensemble des restaurants sur tout le territoire (pas seulement à Bercy).

ment dans le périmètre du Grand Bercy... Tous les sites, où qu'ils soient sur le territoire, doivent être concernés.

mateurs, cela s'explique aussi par le prisme, une fois encore, très berycyen : l'annonce pour recruter des formateurs a été diffusée sur le site Alizé seulement ! Pour info : les formateurs recrutés devront assurer chacun environ huit demi-journées d'animation par an (rémunérées).

## Revendicatif de Solidaires Finances

- ✓ Ne pas profiter du télétravail pour diminuer l'espace de travail des agent.es.
- ✓ Ne pas limiter la baisse des GES du transport au simple télétravail.
- ✓ Proposer systématiquement le distanciel pour chaque réunion.
- ✓ Stopper les politiques de restructuration des bureaux de province pour diminuer les distances travail/domicile.
- ✓ Envisager un grand plan de rénovation thermique des bâtiments (et non des opérations au coup par coup).
- ✓ Exiger une demande d'impact des GES pour chaque nouveau projet.
- ✓ Intégrer d'autres considérations environnementales (transport, saisonnalité) dans l'alimentation bio.
- ✓ Augmenter les moyens humains pour la mise en œuvre de ces politiques.

✓ **Autre point à l'ordre du jour de cette réunion, les plans de mobilités...** Surprise : ces plans sont d'ores et déjà mis en place à la DGFIP... Problème : les représentant.es du personnel n'en n'ont jamais entendu parler... Une enquête a été lancée auprès des agent.es, un prestataire a été retenu et de premières expérimentations ont été lancées il y a plus d'un an !

✓ **Pour finir, l'administration s'est engagée à réunir régulièrement ce groupe de travail et à plus associer les organisations syndicales.** Tant mieux : **Solidaires Finances** se réjouit donc que Bercy passe à une vitesse supérieure en matière de transition écologique.

Il s'agit d'une vraie volonté affichée (pleine de bonnes intentions comme nous y a habitué le gouvernement en la matière !) et nous attendons impatiemment les premières déclinaisons concrètes.

C'est un chantier gigantesque qui s'annonce et qui va impacter toutes les futures décisions publiques.

**Solidaires Finances** restera vigilant à ce que les paroles se transforment en actes et, en même temps, à ce que les agent.es n'en soient pas pénalisés !